

LES VACANCES POUR TOUS comment casser le plafond de verre

L'embellie du tourisme de ce été ne doit pas cacher que cette réalité n'est pas pour tout le monde car le taux de départ des français continue de plafonner autour des 60% et donc que 40% de nos concitoyens de la 1^{ère} destination touristique au Monde n'ont toujours pas accès au plaisir des vacances alors même que le droit aux vacances a été reconnu par la loi comme un droit fondamental depuis 1998.

L'historien Sylvain Patteu dans la « Vie Ouvrière » de juin rappelle de chiffres intéressants à connaître sur la démocratisation des vacances jusqu'à la fin des années 1970 : en 1951 on comptabilise 8 millions de départs en vacances, 20 millions en 1967, plus de 30 millions en 1979 .
Aujourd'hui, 44 ans plus tard, on en est à 35 millions c'est dire si un plafond de verre s'est installé depuis qui dure voir se durcit.

Une étude IFOP/Fondation Jean Jaurès avec l'Unat (union nationale des associations de tourisme) qui sortira prochainement révèle, qu'au cours de ces 5 dernières années, 6 français sur 10 ont déjà renoncés à partir en vacances pour des raisons financières et qu'1 français sur 2 a déjà renoncé à faire partir ses enfants en vacances pour les mêmes raisons.

Cette étude montre qu'ils en ont ressenti de la frustration, un manque, voire même pour certains avoir dit à leur entourage être parti alors que ce n'était vrai.

Les conséquences de l'inflation viennent aggraver ce constat et une grande partie des projets de vacances ont du être revus à la baisse c'est à dire partir moins cher, moins longtemps, moins loin.

On le sait ,les facteurs déterminants pour avoir les moyens de partir en vacances : c'est le pouvoir d'achat , le niveau des salaires, la stabilité de l'emploi . Mais d'autres facteurs non négligeables ont permis historiquement cette démocratisation. Je pense aux grands aménagements touristiques portés par l'Etat avec la mission Racine accompagnés par une politique d'aide à la pierre (jusqu'aux années 2000) pour garantir des tarifs accessibles Je pense aussi à l'intervention financière déterminante des Comités d'Entreprises auprès d'un grand nombre de salariés , des caisses d'allocations familiales, des mutuelles, des caisses de retraite .

Une politique publique d'accès aux vacances pour le plus grand nombre n'est donc pas à inventer, elle a déjà existé et fait ses preuves historiques . La période a changée , beaucoup de ces piliers se sont affaiblis mais nous pouvons nous en inspirer....

2 idées parmi tant d'autres :

Commençons d'abord par les enfants qui sont les vacanciers de demain.

Aujourd'hui seul 1 million sur 4 millions autrefois ont accès aux colos . A l'Unat avec les associations de séjours collectifs , nous proposons d'institutionnaliser le 1^{er} Départ en vacances pour permettre à chaque enfant de notre Pays d'avoir droit à un séjour collectif pendant sa période d'éducation primaire.

Pour ce faire, l'Etat et les collectivités territoriales et locales s'associeraient pour créer une politique publique de départ en vacances des enfants.

Pour les salariés , le Cheque-Vacances, c'est l'aide au départ le plus souvent citée soit parce qu'on y a droit ou soit parce qu'on y pas droit et que c'est une injustice incompréhensible.

Son extension pour le rendre accessible aux salariés des PME-TPE tarde à se développer . Ne faudrait t-il pas pour accélérer cet indispensable élargissement lui conférer sa place au sein des Négociations Professionnelles au titre du partage de la valeur ajoutée?

Enfin, faut il le rappeler, parce qu'il en porte plus que tous les couleurs, le Tourisme Social et Solidaire, fort de ses 1600 équipements (+ environ 800 patrimoine des CSE) sur l'ensemble du territoire et des plus sites touristiques joue et à toujours joué un rôle moteur pour l'accès aux vacances. A ce titre, il doit être soutenu et entendu par l'Etat et les collectivités devant les importants besoins d'investissements pour répondre aux aspirations d'aujourd'hui et aux enjeux des défis climatiques et d'environnements en restant accessibles à tous

Michelle Demessine
Présidente de l'Unat
Sénatrice honoraire
Ancienne Ministre du Tourisme

